

Décodage des projets CEDEAO en cours

- **Le Projet d'appui à la transition agroécologique en Afrique de l'Ouest (PATAE)**, financé par l'Agence française de développement (8m€, 2017-2023), vise à promouvoir la transition agroécologique dans la région. Il encourage l'adoption de pratiques agricoles agroécologiques dans les exploitations familiales et favorise des modes de gestion propices à cette transition.

- **Le Projet d'appui à la diffusion et à la mise en œuvre de bonnes pratiques d'intensification agricole durable en Afrique de l'Ouest (PAIAD)**, financé par l'Union européenne (8 M€, 2020-2025), vise à promouvoir des modes de production durables pour renforcer la résilience des producteurs et préserver l'environnement face au changement climatique. Les résultats visés incluent l'accompagnement des collectifs d'agriculteurs vers une intensification agroécologique, la promotion des connaissances sur les bonnes pratiques agricoles durables, la vulgarisation des innovations technologiques adaptées aux petits producteurs, et la capitalisation des expériences d'agroécologie dans les politiques agricoles en Afrique de l'Ouest.

- **Le Programme "Promoting Climate-Smart Agriculture in West Africa" (AIC-BOAD)**, financé par la BOAD via le Fonds d'adaptation (13 M€, 2020-2024) vise à réduire la vulnérabilité des agriculteurs et des éleveurs à l'augmentation des risques climatiques. Les résultats ciblés incluent notamment le renforcement et la diffusion des connaissances sur les meilleures pratiques agricoles résilientes liées à une agriculture respectueuse du climat.

- **Le Projet DésIRA+ Afrique de l'Ouest**, financé par l'Agence française de développement et l'Union européenne (20 M€, 2024-2029), vise à accroître les revenus et la résilience des acteurs du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique face aux changements climatiques. En mobilisant des processus agroécologiques, le projet vise à développer des innovations en partenariat avec divers acteurs, renforçant ainsi leurs capacités d'innovation.

COP28 : l'agroécologie grande absente des débats et déclarations

Malgré les bonnes intentions du langage politique, la COP28 sur le climat a soigneusement évité d'utiliser le terme d'agroécologie lors des débats tenus à Dubaï fin 2023. Décryptage par Sena Adessou.

Cette COP28 a consacré l'opérationnalisation du Fonds pour le financement des dégâts causés par le changement climatique : c'est le fameux fonds pour indemniser les pays vulnérables pour les "pertes et dommages" dus aux catastrophes induites par le climat, une lutte engagée depuis pratiquement une trentaine d'années. S'il faut se féliciter de cette décision, d'énormes efforts restent à faire. Selon un rapport récent de l'Organisation des Nations Unies, les pays en développement auront besoin de 387 milliards de dollars par an pour s'adapter aux changements climatiques. Le fonds sera hébergé par la Banque mondiale au cours des quatre prochaines années et son lancement est prévu pour 2024. Malgré cette avancée, des questions perdurent quant à l'éligibilité des pays et la gestion du fonds à long terme. Il s'agit notamment du problème des conditionnalités d'accès, sachant que l'accès aux différents mécanismes financiers climatiques reste difficile aux pays en développement et aux organisations de la société civile du Sud, et que le lien entre climat et catastrophes est complexe à établir.

Une terminologie encore poreuse

Lors de cette même COP28, certains sujets ont eu de la peine à émerger. Cela a été le cas de l'agriculture et des systèmes alimentaires. Malgré les efforts et les encouragements à "aborder le lien entre les systèmes alimentaires mondiaux, l'agriculture et le climat" pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris, les résultats sont restés décevants. Ainsi, le manifeste du 1^{er} décembre reconnaît bien les menaces "sans précédent" qui pèsent sur les systèmes agricoles et alimentaires, ainsi que sur la capacité de nombreux pays à nourrir suffisamment leurs populations. Il admet également le potentiel de ces systèmes pour répondre aux défis climatiques et il mentionne "le droit à une alimentation adéquate".

On a assisté malheureusement à une déclaration sur la transformation des systèmes alimentaires, adoptée par une centaine de pays dont une vingtaine d'Afrique, dans laquelle le

mot "agroécologie" ne figure pas, alors qu'il faut transformer les modèles agricoles pour s'adapter au climat et réduire les impacts sur la biodiversité et les écosystèmes. En cause, des blocages procéduriers entre les pays du G77 (coalition de pays en développement) et ceux "du Nord", mais surtout la crainte de certains pays du Nord et acteurs comme les équipementiers, acteurs de l'agrotechnologie et autres grands groupes de l'agroalimentaire, de devoir s'engager à modifier leurs systèmes.

La déclaration mentionne certes l'agriculture durable, mais sans clairement la définir. Quant à l'accord final, il encourage la mise en œuvre de solutions "intégrées et multisectorielles", telles que la protection des écosystèmes, la gestion de l'utilisation des terres, les systèmes alimentaires résilients, les solutions fondées sur la nature ou l'agriculture durable. Mais là encore le texte paraît très flou. Les discussions auront permis d'insister sur l'importance de la gestion de l'eau, de la santé des sols et du stockage du carbone dans leurs profondeurs, mais elles auront manqué l'occasion d'inscrire l'agroécologie parmi les solutions durables. Or, c'est bien cette solution que la société civile (comme INADES-Formation International) et les mouvements paysans appellent de leurs vœux, attendant un signal politique fort en la matière. Il faudra que les voix de l'agroécologie, portées notamment par 3AO et l'AFSA, s'élèvent encore plus auprès de la CEDEAO, l'UEMOA, et des partenaires financiers comme la FAO, l'AFD et l'UE. ■

Sena Adessou



Secrétaire général du réseau panafricain
d'associations INADES-Formation International